

RCS : LILLE METROPOLE

Code greffe : 5910

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de LILLE METROPOLE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2014 B 02389

Numéro SIREN : 804 204 071

Nom ou dénomination : 4P-Pharma

Ce dépôt a été enregistré le 17/09/2020 sous le numéro de dépôt 15288

4P-PHARMA
Société par actions simplifiée au capital de 37.954 euros
Siège social : Campus de l'Institut Pasteur de Lille -- 1 rue du Professeur Calmette
59000 Lille
804 204 071 RCS Lille Métropole

(la « Société »)

**COPIE CERTIFIEE
CONFORME**

PROCES-VERBAL DES DECISIONS DU PRESIDENT
DU 5 AOUT 2020

L'an deux mille vingt
Le 5 août

Le Président de la Société a pris ce jour les décisions relatives à l'ordre du jour suivant :

- Exercice des droits de souscription attachés à 198 bons de souscription de parts de créateur d'entreprises (« BSPCE ») émis par la Société suivant délibérations de l'assemblée générale extraordinaire en date du 14 septembre 2016 ;
- Modification corrélatrice des articles 6 et 7 des statuts de la Société ;
- Pouvoir en vue des formalités.

**EXERCICE DES DROITS DE SOUSCRIPTION ATTACHES A 198 BONS DE
SOUSCRIPTION DE PARTS DE CREATEUR D'ENTREPRISES (« BSPCE ») EMIS PAR LA
SOCIETE SUIVANT DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE
EXTRAORDINAIRE EN DATE DU 14 SEPTEMBRE 2016**

1/ Le Président rappelle que l'assemblée générale extraordinaire en date du 14 septembre 2016 a adopté une résolution rédigée en ces termes :

« L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport délégué, la compétence de :

- (i) *De décider l'émission en une ou plusieurs fois, dans la proportion et aux époques qu'il appréciera, de 2.964 bons de souscription de parts de créateurs d'entreprises gratuits désignés BSPCE, conférant à ses titulaires le droit de souscrire à 2.964*

RQ

actions ordinaires nouvelles, à raison d'une action pour un bon, au prix de 0,60 € chacune, soit 1 euro de valeur nominale et 49,60 euros de prime d'émission.

Etant rappelé que conformément à l'article L. 225-132 du Code de commerce, sur renvoi de l'article L. 227-1 du même Code, la décision d'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital emporte renonciation des associés à leur droit préférentiel de souscription aux titres de capital auxquels les valeurs mobilières émises donnent droit.

- (II) de supprimer le droit préférentiel de souscription des associés à ces 2.964 BSPCE au bénéfice du salarié ou mandataire social soumis au régime fiscal des salariés qui se verra attribué ces BSPCE.*
- (III) de désigner la liste des bénéficiaires des 2.964 BSPCE, ainsi que le nombre de titres attribués à chacun d'eux,*
- (iv) de fixer les modalités et les conditions spécifiques de souscription et d'exercice de ces BSPCE, sous réserve de respecter les deux conditions obligatoires suivantes :*
 - que le bénéficiaire soit encore présent au jour de la souscription,*
 - que la souscription ne pourra intervenir qu'à l'issue d'un délai de deux (2) années à compter de la date d'attribution du Bon, sauf en cas de cession de 100% du capital de la Société, auquel cas la souscription pourra intervenir dans le mois précédant ladite cession. »*

Ladite assemblée générale a également donné tous pouvoirs au Président, outre les pouvoirs visés aux (I), (II), (III) et (IV) ci-dessus, aux fins de :

- Notifier l'attribution des BSPCE à ses bénéficiaires,**
- Recueillir la ou les souscriptions aux BSPCE,**
- Vérifier le respect des conditions et modalités d'exercice des BSPCE,**
- Prendre les mesures nécessaires en vue de protéger les droits des titulaires des BSPCE,**
- Recueillir la ou les souscriptions des actions souscrites en exercice des BSPCE,**
- Recueillir le ou les versements correspondants et le ou les remettre au dépositaire des fonds de son choix,**

RR

- Vérifier, arrêter et faire certifier par le Commissaire aux comptes, le cas échéant, les créances sur la société du souscripteur qui libérerait sa ou ses souscriptions par compensation,
- Constater la ou les augmentations de capital résultant de la ou des souscriptions à des actions nouvelles,
- Radier le ou les BSPCE exercés et inscrire les actions souscrites dans la comptabilité des titres de la société,
- Modifier corrélativement les statuts,
- Accomplir les formalités légales avec faculté de délégation,
- Et plus généralement faire tout ce qui se révélerait nécessaires et/ou utile à cette fin.

2/ Le Président rappelle ensuite qu'il a fait usage de cette délégation une première fois le 8 mars 2017 et qu'il a adopté une décision rédigée en ces termes :

« (I) d'émettre 1.184 bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise gratuits désignés « BSPCE », conférant à leur(s) titulaire(s) le droit de souscrire, selon les modalités prévues au paragraphe (II) ci-après, à mille cent quatre vingt quatre (1.184) actions ordinaires nouvelles, à raison d'une action pour un bon, au prix de 50,60 € chacune, soit 1 € de valeur nominale et 49,60 € de prime d'émission.

Etant rappelé que conformément à l'article L. 225-132 du Code de commerce, sur renvoi de l'article L. 227-1 du même Code, la décision d'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital emporte renonciation des associés à leur droit préférentiel de souscription aux titres de capital auxquels les valeurs mobilières émises donnent droit.

(II) de fixer les modalités et les conditions de souscription et d'exercice de ces BSPCE comme suit :

1/ Notification de l'attribution des BSPCE :

Le Président de la Société notifiera aux bénéficiaires désignés ci-dessous, en une ou plusieurs fois, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par lettre remise en main propre contre décharge, l'attribution gratuite de bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise à son profit, dans le délai de un (1) mois à compter de la présente décision, avec l'indication du nombre de bons consentis et des

RR

modalités de souscription et d'exercice desdits bons telles qu'elles sont prévues ci-après.

Les BSPCE non attribués par le Président seront caducs.

2/ Souscription aux BSPCE :

La souscription aux BSPCE sera constatée par la signature par le bénéficiaire d'un bulletin de souscription et devra intervenir dans un délai de trois (3) mois à compter de la date de notification visée ci-dessus au paragraphe 1/.

Les BSPCE non souscrits par leur bénéficiaire dans le délai visé ci-dessus seront caducs.

Les BSPCE seront inscrits et désignés comme tels dans la comptabilité des titres de la société dès leur souscription.

3/ Incessibilité des BSPCE :

Il est rappelé, en tant que de besoin, que conformément à l'article 163 bis G du Code général des Impôts, les BSPCE ne sont pas cessibles.

En cas de décès du titulaire de BSPCE, ses héritiers peuvent exercer les bons dans un délai de six (6) mois à compter du décès.

4/ Protection des droits des titulaires de BSPCE :

Tant que des BSPCE seront en cours de validité, les droits du titulaire de ces bons seront protégés conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables, notamment aux articles L. 228-98 à L. 228-106 du Code de commerce, et aux articles R. 228-87 à R. 228-94 du Code de commerce.

Par dérogation à l'article L. 228-98 du Code de commerce, la société pourra modifier sa forme ou son objet sans autorisation du titulaire des BSPCE.

Par ailleurs, elle pourra modifier les règles de répartition de ses bénéfices et amortir son capital sans autorisation du titulaire de BSPCE mais sous réserve de prendre

les dispositions nécessaires au maintien des droits du titulaire de BSPCE dans les conditions définies à l'article L. 228-99 du Code de commerce.

Sous ces mêmes réserves, elle pourra créer des actions de préférence.

5/ Date et condition d'exercice des BSPCE :

Chaque titulaire des BSPCE pourra exercer ces bons, au moyen d'un bulletin de souscription, aux conditions suivantes :

- a) le titulaire devra être encore salarié au sein de la Société,*
- b) la souscription ne pourra intervenir qu'à l'issue d'un délai de deux (2) années à compter de la date d'attribution des BSPCE, sauf en cas de cession de 100 % du capital de la Société, auquel cas la souscription pourra intervenir dans le mois précédant ladite cession.*

Les bons qui n'auront pas été exercés dans ce délai seront caducs.

6/ Modalités d'exercice des BSPCE :

Les actions nouvelles ordinaires résulteront de plein droit de l'exercice des BSPCE à raison d'une action ordinaire nouvelle pour un bon, sous réserve de tout ajustement lié à la division et/ou au regroupement de bons et/ou d'actions.

La souscription à des actions nouvelles ordinaires en exercice de BSPCE sera constatée par la signature d'un ou plusieurs bulletins de souscription.

Le prix d'une action ordinaire nouvelle à souscrire en exercice d'un bon sera de 50,60 € soit 1 € de valeur nominale et 49,60 € de prime d'émission.

La souscription à des actions nouvelles ordinaires en exercice de BSPCE devra être immédiatement et intégralement libérée, par des versements en numéraire et/ou par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la Société, soit en partie en espèces et en partie par compensation.

Les souscriptions et les versements correspondants seront recueillis au siège social et remis au dépositaire des fonds choisi par le Président de la Société.

RR

Les BSPCE exercés seront annulés de plein droit par l'effet même de leur exercice.

7/ Jouissance des actions résultant de l'exercice de BSPCE :

Les actions nouvelles ordinaires, qui seront soumises à toutes les dispositions des statuts applicables aux actions de même catégorie, seront créées avec jouissance à compter du premier jour de l'exercice social en cours lors de l'exercice des BSPCE correspondants et seront entièrement assimilées aux actions anciennes de même catégorie.

(III) de supprimer le droit préférentiel des associés à la souscription des 1.184 BSPCE et les attribuer gratuitement à :

- ***Madame Céline MARTIN, à concurrence de 592 BSPCE,***
- ***Monsieur Luigi FORMICOLA, à concurrence de 592 BSPCE. »***

3/ Le Président a notifié, le 9 mars 2017, l'avis d'attribution des BSPCE et a recueilli, le même jour, le bulletin de souscription attestant que Monsieur Luigi FORMICOLA a déclaré souscrire, gratuitement, aux 592 BSPCE émis.

4/ Le Président rappelle que :

a/ Monsieur Luigi FORMICOLA est toujours salarié de la Société, et

b/ le délai de 2 années à compter de la date d'attribution de ses BSPCE est écoulé.

5/ En conséquence, le Président constate :

- **que les conditions d'exercice des BSPCE attribués à Monsieur Luigi FORMICOLA sont remplies,**
- **que Monsieur Luigi FORMICOLA a valablement exercé son droit pour la souscription à 198 actions ordinaires nouvelles, et s'est libéré de sa souscription, soit la somme de dix mille dix-huit euros et quatre-vingt centimes (10.018,80 €),**
- **que le capital social se trouve augmenté d'une somme nominale de 198 € par la création de 198 actions ordinaires nouvelles,**

RR

- que Monsieur Luigi FORMICOLA reste donc attributaire d'un solde de 394 BSPCE.

Puis le Président adopte les décisions suivantes :

Au vu des pièces et documents présentés, le Président constate la réalisation définitive de l'augmentation de capital de la Société, à hauteur d'un montant nominal de 198 € résultant de l'exercice des droits attachés à 198 BSPCE émis par le Président en date du 8 mars 2017 sur délégation de l'assemblée générale extraordinaire en date du 14 septembre 2016.

Qu'ainsi 198 actions ordinaires nouvelles ont été souscrites, qu'elles ont été libérées des sommes exigibles en conformité des conditions de l'émission et que par suite se trouve réalisée une augmentation de capital d'un montant nominal de 198 € (accompagnée d'une prime d'émission de 49,60 € par action, portant le montant total de l'opération à la somme de 10.018,80 € prime d'émission incluse).

Conformément aux conditions de l'émission des bons de souscription, les actions nouvelles sont créées avec jouissance à compter de ce jour, à partir duquel elles sont entièrement assimilées aux actions anciennes et jouissent des mêmes droits.

MODIFICATION CORRELATIVE DES STATUTS DE LA SOCIETE

Usant des pouvoirs qui lui ont été conférés suivant l'assemblée générale extraordinaire en date du 14 septembre 2016, le Président décide, en conséquence, de modifier comme suit les articles 6 et 7 des statuts de la Société :

- d'ajouter in fine à l'article 6 « Apports » le paragraphe suivant :

« Suivant décisions du Président en date du 5 août 2020 agissant sur délégation de l'assemblée générale extraordinaire du 14 septembre 2016, le capital social a été augmenté d'une somme de 198 € pour le porter de 37.954 € à 38.152 € par émission de 198 actions ordinaires nouvelles de 1 € chacune de valeur nominale, par suite de l'exercice des droits de souscription attachés à des bons de souscription de parts de créateur d'entreprises (« BSPCE ») émis par la Société. »

- de modifier l'article 7 « Capital social » comme suit :

BR

« Le capital social est fixé à la somme de TRENTE HUIT MILLE CENT CINQUANTE DEUX EUROS (38.152 €).

Il est divisé en trente-huit mille cent cinquante-deux (38.152) actions ordinaires d'un euro (1 €) chacune souscrites et libérées intégralement en numéraire, et toutes de même catégorie. »

POUVOIRS POUR LES FORMALITES

Le Président confère tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes en vue de l'accomplissement de toutes formalités.



De tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par le Président.

Madame Rachel-Revital RATTENBACH
Président

Relevé à : SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ENREGISTREMENT
LILLE

Le 10/08 2020 Dossier 2020 00021299, référence 5914P61 2020 A 06630

Enregistrement : 0 € Pénalités : 0 €

Total liquidé : Zero Euro

Montant reçu : Zero Euro

Le Contrôleur des finances publiques

Sarah NISON
Contrôleuse

4P-Pharma

Société par actions simplifiée au capital de 38.152 €

Siège social : Campus de l'Institut Pasteur de Lille – 1, rue du Professeur Calmette
59000 Lille

804 204 071 RCS LILLE METROPOLE



STATUTS

A JOUR DES DECISIONS DU PRESIDENT DU 5 AOÛT 2020

COPIE CERTIFIEE CONFORME
LE PRESIDENT

MADAME RACHEL-REVITAL RATTENBACH

STATUTS

ARTICLE 1 - FORME DE LA SOCIÉTÉ

La société est une société par actions simplifiée régie par les lois et règlements en vigueur, notamment par les dispositions du Code de commerce, ainsi que par les présents statuts (ci-après la « **Société** »).

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme sociale, qu'elle compte un ou plusieurs associés.

Les titres financiers de la Société ne sont pas admis aux négociations sur un marché réglementé, ni offerts au public.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet, tant en France qu'à l'étranger :

- Découverte de nouveaux médicaments et développement d'une plateforme préclinique pour des partenaires ou pour du service ;
- Développement de ses propres biothérapeutiques capables de traiter et de cibler les maladies orphelines ainsi que des indications de maladies de marchés plus larges ;
- Offre de services en fournissant à ses partenaires et ses clients une expertise unique et des outils de développement de thérapeutiques et de dispositifs médicaux ;
- Toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou transactions immobilières, directement ou indirectement liées à l'un des objets mentionnés ci-dessus ou avec des objets similaires ou connexes.

La Société peut agir en tous pays, directement ou indirectement, pour son compte ou celui de tiers, soit seule, soit en association, participation, groupement ou société, avec toutes autres personnes ou sociétés et réaliser sous quelque forme que ce soit les opérations entrant dans son objet.

ARTICLE 3 - DÉNOMINATION SOCIALE

3.1 La dénomination de la Société est :

« 4P-Pharma »

3.2 Tous les actes ou documents émanant de la Société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots « société par actions simplifiée » ou des initiales « SAS » et de l'énonciation du montant du capital social ainsi que le lieu et le numéro d'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

4.1 Le siège social est fixé :

Centre de l'Institut Pasteur de Lille – 1 rue du Professeur Calmette – 59000 Lille.

4.2 Il pourra être transféré en tout autre endroit en France par simple décision du Président qui est investi des pouvoirs nécessaires pour modifier en conséquence les statuts, sans qu'il soit besoin d'une ratification par décision de l'associé unique ou des associés.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la Société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) ans à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf en cas de dissolution anticipée prévue aux présents statuts.

ARTICLE 6 - APPORTS

Il a été fait apport lors de la constitution de la Société, d'une somme en numéraire de cinquante et un mille euros (51.000 €).

Par décision du Président en date du 25 septembre 2015, suivant délégation de l'assemblée générale extraordinaire du 6 août 2015, il a été décidé d'augmenter le capital social d'une somme de 4.332 € pour le porter de 51.000 € à la somme de 55.332 € par émission de 4.332 actions de 1 € de valeur nominale, intégralement souscrites et libérées en numéraire.

Par décision du président en date du 14 septembre 2016, suivant délégation de l'assemblée générale extraordinaire en date du 14 septembre 2016, il a été décidé d'augmenter le capital social d'une somme de 3.952 € pour le porter de 55.332 € à la somme de 59.284 € par émission de 3.952 actions de 1 € de valeur nominale, intégralement souscrites et libérées en numéraire.

Suivant assemblée générale extraordinaire des associés en date du 28 juin 2018 et suivant décision du Directeur Général en date du 26 juillet 2018, le capital social a été augmenté d'une somme de 4.416 € pour le porter de 59.284 € à 63.700 € par émission de 4.416 actions ordinaires nouvelles d'un euro (1 €) chacune de valeur nominale, assorties d'une prime d'émission, intégralement souscrites et libérées en numéraire.

Aux termes des décisions unanimes des associés en date du 4 mars 2019, le capital social a été réduit d'une somme de vingt-cinq mille sept cent quarante-six euros (25.746 €) aux termes d'une réduction de capital non motivée par des pertes, pour le ramener de soixante-trois mille sept cents euros (63.700 €) à trente-sept mille neuf-cent cinquante-quatre euros (37.954 €) par voie de rachat de 25.746 actions de la Société d'une valeur nominale de un euro (1 €) chacune auprès des associés suivi de leur annulation.

Suivant décision du Président en date du 5 août 2020 agissant sur délégation de l'assemblée générale du 14 septembre 2016, le capital social a été augmenté d'une somme de 198 € pour le porter de 37.954 € à 38.152 € par émission de 198 actions ordinaires nouvelles de 1 € chacune de valeur nominale, par suite de l'exercice des droits de souscription attachés à des bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (« BSPCE »).

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de TRENTE-HUIT MILLE CENT CINQUANTE-DEUX EUROS (38.152 €).-

Il est divisé en trente-huit mille cent cinquante-deux (38.152) actions ordinaires d'un euro (1 €) chacune souscrites et libérées intégralement en numéraire, et toutes de même catégorie.

ARTICLE 8 - MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL - ÉMISSION DE VALEURS MOBILIÈRES

- 8.1 Toute modification du capital résultant d'une opération d'augmentation, d'amortissement ou de réduction du capital social, requiert une décision collective des associés ou une décision de l'associé unique, dans les formes et conditions des articles 18 et 19 des présents statuts.

Toutes les informations ou notifications aux associés seront effectuées dans les mêmes formes que celles des convocations aux assemblées générales et dans les délais fixés par l'assemblée générale.

- 8.2 En cas d'augmentation du capital social par émission d'actions de numéraire et si la Société comporte plusieurs associés, un droit préférentiel de souscription aux actions nouvelles est réservé aux associés, dans les conditions édictées par la loi.
- 8.3 En cas de pluralité d'associés et lors de la décision collective d'augmentation de capital, les associés peuvent supprimer le droit préférentiel de souscription en faveur d'une ou plusieurs personnes ou catégorie de personnes dénommées, dans le respect des conditions prévues par la loi. Chaque associé peut aussi renoncer individuellement à ce droit préférentiel de souscription.
- 8.4 Plus généralement, toute émission de valeurs mobilières, notamment de valeurs mobilières donnant droit, de quelque façon que ce soit, à l'attribution d'un titre représentatif du capital de la Société, requiert une décision collective des associés ou une décision de l'associé unique dans les formes et conditions des articles 18 et 19 des présents statuts.
- 8.5 Après avoir décidé d'augmenter, d'amortir ou de réduire le capital social, les associés ou l'associé unique peuvent déléguer au Président les pouvoirs nécessaires en vue de réaliser l'augmentation, l'amortissement ou la réduction du capital social.

ARTICLE 9 - LIBERATION DES ACTIONS

Lors d'une émission d'actions nouvelles, les actions de numéraire sont obligatoirement libérées, lors de la souscription, d'un quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission. La libération du surplus doit intervenir, en une ou plusieurs fois, dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'augmentation de capital est devenue définitive.

ARTICLE 10 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont nominatives.

Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

A la demande d'un associé, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la Société

Les attestations d'inscription en compte sont valablement signées par le Président ou le Directeur Général ou Directeur général délégué ou par toute autre personne ayant reçu délégation du Président ou d'un Directeur Général ou Directeur général délégué à cet effet.

ARTICLE 11 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

- 11.1 Chaque action donne droit à son porteur, dans l'actif social, les bénéfices et le boni de liquidation, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.
- 11.2 Chaque action donne, en outre, le droit au vote et à la représentation dans les décisions de l'associé unique ou des associés, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux dans les conditions prévues par les présents statuts.
- 11.3 La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts, aux modifications ultérieures et à toutes décisions des associés ou de l'associé unique.
- 11.4 L'associé unique ou les associés ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports.
- 11.5 Les droits et obligations attachés à chaque action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.
- 11.6 Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires d'actions isolées ou en nombre insuffisant ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de se regrouper et de faire leur affaire personnelle de ce groupement et éventuellement de l'achat ou de la vente d'actions nécessaires.
- 11.7 Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les associés propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un seul d'entre eux, considéré comme seul propriétaire ou par un mandataire unique ; en cas de désaccord, le mandataire unique peut être désigné à la demande de l'indivisaire le plus diligent.

La désignation du représentant de l'indivision doit être notifiée à la Société dans le mois de la survenance de l'indivision. Toute modification dans la personne du représentant de l'indivision n'aura d'effet, vis à vis de la Société, qu'à l'expiration d'un délai d'un (1) mois à compter de sa notification à la Société, justifiant de la régularité de la modification intervenue.

- 11.8 Les droits de vote appartiennent au nu-propiétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices qui sont réservées à l'usufruitier.

En tout état de cause, l'usufruitier et le nu-propiétaire seront appelés à participer à toute assemblée générale.

ARTICLE 12 - TRANSFERT DES TITRES

12.1 Définitions

Pour les besoins des présents statuts, les termes indiqués ci-dessous auront la signification qui leur est attribuée :

- un « Titre » désigne :

- (i) toute valeur mobilière ou instrument financier représentatif, à quelque moment que ce soit, d'une quotité du capital social de la Société ou donnant droit, d'une façon immédiate ou différée, par voie de conversion, d'échange, de remboursement, d'exercice d'un bon ou de quelque manière que ce soit, à l'attribution ou à l'échange ou à la souscription d'un titre représentatif d'une quotité du capital social ou de droits de vote aux assemblées ;
- (ii) tout droit d'attribution ou de souscription à une valeur mobilière ou un instrument financier, tel que détaillé ci-dessus ;
- (iii) Et plus généralement, toute valeur mobilière ou instrument financier émis par la Société et donnant accès -de manière immédiate ou différée- à son capital et/ou à ses droits de vote.

- un « Transfert » signifie :

toute opération à titre onéreux ou gratuit entraînant le transfert de la pleine propriété, de la nue-propriété ou de l'usufruit de Titres sous quelque forme que ce soit, et notamment, mais sans que cette liste soit exhaustive, toute cession à titre onéreux ou gratuit, toute cession de gré à gré, adjudication, apport en Société, apport partiel d'actif, fusion, scission, transmission universelle de patrimoine, donation ou échange, dévolution successorale en cas de décès ou toute cession à titre de garantie, résultant notamment de la constitution ou de la réalisation d'un nantissement ainsi que toute promesse de procéder à de telles opérations.

12.2 Le Transfert de Titres résulte de leur inscription au compte du cessionnaire (ci-après le « **Cessionnaire** ») dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur. Le virement du compte du cédant (ci-après le « **Cédant** ») au compte du Cessionnaire s'effectue sur production d'un ordre de mouvement signé par le Cédant et le Cessionnaire ou leur mandataire. Ce mouvement est inscrit dès réception sur un registre coté et paraphé, ci-après désigné « registre des mouvements ».

Les frais de Transfert de Titres sont à la charge des Cessionnaires, sauf convention contraire entre Cédants et Cessionnaires.

12.3 Les Transferts de Titres sont libres et ne sont soumis à aucune restriction, sauf existence d'un pacte d'associés et/ou dispositions législatives ou réglementaires contraires.

ARTICLE 13 - PRÉSIDENT

- 13.1 La Société est gérée et administrée par un Président, personne physique ou morale. Le Président peut être choisi parmi les associés ou en dehors d'eux. Lorsqu'une personne morale est nommée Président, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent la même responsabilité civile et pénale que s'ils étaient Président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.
- 13.2 Le Président est nommé avec ou sans limitation de durée par décision de l'associé unique ou par une décision collective des associés. Il est rééligible. Il peut être révoqué par décision de l'associé unique ou par décision collective des associés dans les conditions visées à l'article 19 ci-après. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages-intérêts.
- 13.3 Les fonctions de Président peuvent être exercées à titre gratuit ou être rémunérée. Dans ce dernier cas, le Président recevra la rémunération qui sera jugée appropriée par l'associé unique ou par décision collective des associés, étant entendu cependant que, dans tous les cas, les frais qu'il encourt dans l'exercice de ses fonctions pourront lui être remboursés contre remise de justificatifs.
- 13.4 Le Président représente la Société à l'égard des tiers et est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société dans la limite de l'objet social. Le Président exerce la direction générale de la Société. Il doit exercer ces pouvoirs dans le respect de la loi et des règlements en vigueur et des présents statuts, et agir dans l'intérêt de la Société.
- 13.5 Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances ; cependant, la seule publication des statuts ne suffit pas à constituer cette preuve.
- 13.6 Dans les rapports avec la Société et les associés, le Président assumera la direction générale et l'administration de la Société et disposera des pouvoirs les plus étendus pour organiser, gérer, orienter les activités de la Société dans les limites de l'objet social et dans l'intérêt de la Société, sous réserve des pouvoirs attribués par la loi et par les présents statuts à l'associé unique ou à la collectivité des associés et sous réserve des stipulations de tout accord extrastatutaire.
- 13.7 Le Président peut, sous sa responsabilité, consentir toutes délégations de pouvoirs à tout tiers pour un ou plusieurs objets déterminés.

ARTICLE 14 - DIRECTEUR GÉNÉRAL OU DIRECTEUR GENERAL DELEGUE

- 14.1 L'associé unique ou une décision collective des associés peut nommer un ou plusieurs Directeurs généraux ou Directeurs généraux délégués, personnes physiques, associés ou non.
- 14.2 Le Directeur général ou Directeur général délégué dispose à l'égard des tiers des mêmes pouvoirs que le Président, à savoir les pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société dans la limite de l'objet social.
- 14.3 Le Directeur Général ou Directeur général délégué est nommé avec ou sans limitation de durée par décision de l'associé unique ou par une décision collective des associés. Il est rééligible. Il peut être révoqué par décision de l'associé unique ou des associés en cas de pluralité d'associés. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages-intérêts.
- 14.4 La rémunération du Directeur général ou Directeur général délégué sera fixée par la décision le nommant à ces fonctions. Il aura droit au remboursement de ses frais sur présentation des justificatifs.
- 14.5 Le Directeur Général ou Directeur général délégué peut déléguer une partie de ses pouvoirs à une ou plusieurs personnes dans les mêmes conditions que le Président.

ARTICLE 15 – COMITE STRATEGIQUE ET SCIENTIFIQUE

- 15.1 Les associés peuvent, le cas échéant, instituer un comité stratégique et scientifique (ci-après le « **Comité Stratégique et Scientifique** »).
- 15.2 L'Assemblée Générale peut allouer au Comité Stratégique et Scientifique, une enveloppe de jetons de présence. La répartition entre les membres du Comité Stratégique et Scientifique de l'enveloppe des jetons de présence sera faite par décision du Comité Stratégique et Scientifique. Le montant des jetons de présence sont portés en charges d'exploitation.
- 15.3 Les autres modalités et règles de fonctionnement du Comité Stratégique et Scientifique seront définies, le cas échéant, dans un acte extrastatutaire.

ARTICLE 16 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIÉTÉ ET SES DIRIGEANTS

- 16.1 Les conventions définies à l'article L. 227-10 du Code de commerce sont soumises aux formalités de contrôle prescrites par ledit article.
- 16.2 Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.
- 16.3 Lorsque la Société ne comprend qu'un seul associé, il est seulement fait mention au registre des décisions des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et son dirigeant.
- 16.4 Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du Code de commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article, au Président et aux autres dirigeants de la Société.

- 16.5 N'est pas soumise à approbation l'attribution de la rémunération des dirigeants fixée par décision de l'associé unique ou décision collective des associés.

ARTICLE 17 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

- 17.1 La collectivité des associés désigne, lorsque cela est obligatoire en vertu des dispositions légales et réglementaires, pour la durée, dans les conditions et avec la mission fixée par la loi, notamment en ce qui concerne le contrôle des comptes sociaux, un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants.

Lorsque la désignation d'un commissaire aux comptes titulaire et d'un commissaire aux comptes suppléant demeure facultative, c'est à la collectivité des associés, statuant dans les conditions prévues à l'article 19 des présentes statuts, qu'il appartient de procéder à de telles désignations, si elle le juge opportun.

En outre, la nomination d'un commissaire aux comptes pourra être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.

Les commissaires aux comptes doivent être invités à participer à toutes les décisions collectives dans les mêmes conditions que les associés.

- 17.2 Le ou les commissaires aux comptes sont désignés pour six exercices. Ils exercent leurs fonctions et sont rémunérés conformément à la loi.

ARTICLE 18 - DOMAINES RÉSERVÉS AUX DÉCISIONS DES ASSOCIÉS OU DE L'ASSOCIÉ UNIQUE

Une décision du ou des associés est nécessaire notamment pour les actes et opérations énumérés ci-dessous :

- (i) augmentation, réduction ou amortissement de capital social et, plus généralement, émission de valeurs mobilières, notamment de valeurs mobilières donnant droit, de quelque façon que ce soit, à l'attribution d'un titre représentatif du capital de la Société ;
- (ii) fusion, scission, apport partiel d'actif soumis au régime juridique des scissions, liquidation ou dissolution ;
- (iii) modification des présents statuts, sauf pour le transfert du siège social en France ;
- (iv) approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;
- (v) toute distribution faite aux associés ou à l'associé unique, à l'exception des acomptes sur dividendes ;
- (vi) nomination, révocation du Président et détermination de sa rémunération ;
- (vii) nomination et révocation du, d'un ou plusieurs directeurs généraux (ou directeur général délégué) et détermination de leur rémunération ;

- (viii) nomination des commissaires aux comptes titulaires et suppléants ;
- (ix) transformation de la Société en société d'une autre forme ;
- (xi) nomination du liquidateur et toutes décisions relatives aux opérations de liquidation de la Société ;
- (xii) approbation des comptes annuels en cas de liquidation ;
- (xiii) prorogation de la durée de la Société ;
- (xiv) toute décision entraînant une augmentation des engagements de tout associé et notamment l'augmentation de la valeur nominale des actions sauf par voie d'incorporation de réserve, la transformation en une société en nom collectif, l'adoption d'un capital variable.

Toute autre décision relève de la compétence du Président, sous réserve des pouvoirs expressément attribués par les présents statuts au Directeur Général ou Directeur général délégué.

ARTICLE 19 - DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE OU DES ASSOCIES

- 19.1 Lorsque la Société ne comporte qu'un seul associé, l'associé unique exerce les pouvoirs dévolus par la loi et les présents statuts à la collectivité des associés.
- 19.2 Les droits de vote attachés aux actions sont proportionnels à la quotité de capital qu'ils représentent et chaque action donne droit à son détenteur à une voix.
- 19.3 En cas de pluralité d'associés, les décisions des associés sont prises à l'initiative du Président ou à la demande de tout associé représentant au moins dix pourcent (10%) du capital social (un « **Demandeur** »). Dans ce dernier cas, le Président, s'il n'est pas associé, est avisé de la même façon que les associés.
- 19.4 Les décisions de l'associé unique sont prises à l'initiative du Président ou, à défaut, à la demande de l'associé unique. Dans ce dernier cas, le Président en est avisé. Si la décision intervient à l'initiative du Président, ce dernier établit un rapport.
- 19.5 L'ordre du jour, en vue des décisions collectives, est arrêté par l'auteur de la convocation.
- 19.6 A compter de la convocation à l'Assemblée Générale, tout associé, représentant au moins 10 % du capital social, peut demander l'inscription d'un point supplémentaire à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale, par tout moyen de communication écrit en ce compris par transmission électronique adressé à l'auteur de la convocation au moins trois (3) jours avant la réunion de l'Assemblée Générale.

Cette demande, pour être prise en compte, devra contenir les éléments suivants :
 - texte du projet de résolution ;
 - bref exposé des motifs.
- 19.7 Lorsque la Société ne comporte qu'un seul associé, les règles relatives aux décisions collectives des associés (convocation, vote, majorité) ne sont pas applicables. En cas d'associé unique, celui-ci ne peut déléguer ses pouvoirs.

- 19.8 Si la Société ne comporte qu'un seul associé et s'il existe des commissaires aux comptes, ces derniers sont avisés dans les meilleurs délais de la décision projetée par celui qui en a eu l'initiative.
- 19.9 En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives sont prises, au choix du Demandeur, en Assemblée Générale (soit au siège social, soit en tout autre endroit désigné dans la convocation) ou par consultation écrite ou par voie de téléconférence téléphonique ou audiovisuelle. Elles peuvent aussi s'exprimer par un consentement unanime des associés, donné dans un acte.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives par lui-même ou par un mandataire de son choix, qui peut ou non être un associé. Les mandats peuvent être donnés par tous moyens écrits et notamment par télécopie ou transmission électronique. En cas de contestation sur la validité du mandat conféré, la charge de la preuve incombe à celui qui se prévaut de l'irrégularité du mandat. Le nombre de mandat dont peut disposer un associé est illimité.

Chaque associé peut par ailleurs voter à distance lors de toute assemblée générale en adressant au Président préalablement à l'assemblée un formulaire de vote à distance daté et signé par lequel il fait part de son vote sur chaque résolution. A défaut d'exprimer son vote sur une des résolutions il sera réputé s'être abstenu sur la résolution concernée.

- Concernant les décisions extraordinaires
 - Sont qualifiées d'extraordinaires, les décisions ayant pour conséquence de modifier les statuts.
 - La collectivité des associés statue sur les décisions extraordinaires à la majorité des voix des associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance, notamment concernant toutes les décisions suivantes :
 - toute opération sur le capital, augmentation, réduction ou amortissement,
 - toute décision ayant pour effet de modifier les statuts ;
 - l'émission de toute action de préférence, d'obligation, tout titre donnant droit à une quote-part du capital,
 - la nomination ou la révocation des mandataires sociaux.
- Concernant les décisions ordinaires
 - Sont qualifiées d'ordinaires toutes les décisions relevant de la compétence de la collectivité des associés qui ne sont pas qualifiées d'extraordinaires.
 - La collectivité des associés statue au moins une fois par an, dans les six (6) mois de la clôture de chaque exercice social sur les comptes de cet exercice, et, le cas échéant, sur les comptes consolidés.
 - Elle statue sur les décisions ordinaires à la majorité des voix des associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance.

Nonobstant ce qui précède, et si la Société comporte plusieurs associés, l'unanimité des associés est requise lorsque l'exige la loi.

19.9.1 Décisions prises en Assemblée Générale

L'Assemblée Générale est convoquée par le Président et à défaut, par un Demandeur. La convocation est faite par une notification envoyée par tous moyens écrits, en ce compris par télécopie ou par transmission électronique, huit (8) jours au moins avant la date de la réunion ; elle indique l'ordre du jour. Cependant, lorsque tous les associés sont présents ou représentés, l'Assemblée Générale peut se réunir sans convocation préalable. Le ou les commissaires aux comptes seront convoqués à l'Assemblée Générale dans les mêmes conditions que les associés.

L'Assemblée Générale est présidée par le Président de la Société ou, en son absence, par un associé spécialement délégué ou élu à cet effet par l'Assemblée.

A chaque Assemblée Générale est tenue une feuille de présence, et il est dressé un procès-verbal de la réunion, signé (i) par le Président de séance et (ii) par au moins un associé, présent ou par le mandataire d'un associé représenté, étant précisé que si le Président de séance est associé, il signe seul le procès-verbal.

19.9.2 Décisions prises par consultation écrite

En cas de consultation écrite (en ce compris toute consultation effectuée par télécopie ou par transmission électronique), le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires sont adressés par le Président ou le Demandeur à chaque associé, ainsi qu'au Président si celui-ci n'est pas le Demandeur, par tous moyens écrits, en ce compris par télécopie ou par transmission électronique. Les associés disposent d'un délai minimal de huit (8) jours à compter de la réception des projets de résolutions, pour émettre leur vote. Le vote peut être émis par tous moyens écrits, en ce compris par télécopie ou par transmission électronique. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai accordé aux associés pour répondre (s'il n'est pas précisé dans les résolutions, ce délai sera de huit (8) jours) est considéré comme s'étant abstenu. Si les votes de tous les associés sont reçus avant l'expiration dudit délai, la résolution concernée sera réputée avoir fait l'objet d'un vote à la date de réception du dernier vote. Le ou les commissaires aux comptes, s'il en existe, sont informés de la consultation écrite, de la même manière que les associés.

La décision collective des associés est retranscrite dans un procès-verbal établi et signé par le Président, auquel est annexée chaque réponse des associés, immédiatement communiqué à la Société et conservé par la Société dans les conditions visées au paragraphe 19.9 ci-après.

19.9.3 Décisions prises par voie de téléconférence téléphonique ou audiovisuelle

Lors des réunions par voie de téléconférence téléphonique ou audiovisuelle, les associés et le Président, s'il n'est pas le Demandeur, sont convoqués par le Demandeur par tous moyens écrits, en ce compris par télécopie ou par transmission électronique, huit (8) jours au moins avant la date de la réunion. L'ordre du jour doit être indiqué, ainsi que la manière dont les associés peuvent prendre part à la réunion.

Le ou les commissaires aux comptes, s'il en existe, sont informés de la téléconférence téléphonique ou audiovisuelle dans les mêmes conditions que les associés.

Lorsque les décisions sont prises par voie de téléconférence téléphonique ou audiovisuelle, le Demandeur établit dans un délai de huit (8) jours à compter de la téléconférence, un exemplaire du procès-verbal de séance indiquant :

- l'identité des associés présents ou représentés, en précisant, le cas échéant, les mandats donnés à cet effet. Dans cette hypothèse, les mandats sont annexés au procès-verbal ;
- l'identité des associés absents ;
- le texte des résolutions ;
- pour chaque résolution, le résultat du vote.

Le Demandeur en adresse immédiatement une copie par tous moyens écrits, en ce compris par télécopie ou par transmission électronique, à chacun des associés. Les associés ayant pris part à la téléconférence, en retournent une copie au Demandeur, dans les huit (8) jours, après l'avoir signée, par tous moyens écrits, en ce compris par télécopie ou par transmission électronique.

A réception des copies signées par les associés, le Demandeur établit le procès-verbal original. Ledit procès-verbal dûment signé par le Demandeur, la preuve de l'envoi du procès-verbal aux associés et les copies renvoyées dûment signées par les associés ainsi qu'il est indiqué ci-dessus sont immédiatement communiqués à la Société pour être conservés comme indiqué ci-après.

- 19.10 Les décisions de l'associé ou des associés, quel qu'en soit leur mode, sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial ou sur des feuillets mobiles numérotés, conservé(s) par la Société. Les copies ou extraits des délibérations sont valablement certifiés par le Président ou un représentant autorisé dûment habilité à cet effet.

ARTICLE 20 - INFORMATION DES ASSOCIÉS

- 20.1 L'ordre du jour, le texte des résolutions et les documents nécessaires à l'information des associés sont tenus à la disposition des associés ou de l'associé unique à l'occasion de toute consultation.
- 20.2 Plus généralement, l'associé unique ou les associés auront le droit de consulter, au siège social de la Société et, le cas échéant, de prendre copie, des statuts à jour de la Société ainsi que, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, de l'inventaire et des comptes annuels, du tableau des résultats des cinq derniers exercices, des comptes consolidés, des rapports et documents soumis aux associés à l'occasion des décisions collectives.

L'exercice de ce droit de consultation sera cependant soumis aux conditions suivantes : (i) l'associé concerné devra informer la Société, raisonnablement à l'avance, de son intention d'exercer ce droit de consultation, et (ii) l'exercice dudit droit ne devra pas perturber le fonctionnement de la Société.

ARTICLE 21 - CONSEIL SOCIAL ET ECONOMIQUE

- 21.1 Les Délégués du Conseil social et économique exercent les droits définis par les articles L 2312-72 à L 2312-77 du Code du travail et suivants du Code du travail auprès du Président, assisté le cas échéant du Directeur Général ou du Directeur général délégué, s'il en existe. A cet effet, le Président avise les Délégués du Conseil social et

économique de la décision projetée qui pourra intervenir par tous moyens et notamment par conférence téléphonique.

21.2 Décisions prises en Assemblée Générale ou par voie de téléconférence téléphonique ou audiovisuelle

En cas de pluralité d'associés, le Conseil social et économique sera tenu informé des dates de réunion des associés délibérant sous forme d'Assemblée Générale ou par voie de téléconférence téléphonique ou audiovisuelle, à la diligence du Président, et ce par tous moyens, dans les mêmes délais que les associés.

Les deux membres désignés par le Conseil social et économique appartenant l'un à la catégorie des cadres techniciens et agents de maîtrise et l'autre à la catégorie des employés et ouvriers, pourront assister, sans voix consultative ni délibérative, aux décisions prises par les associés sous la forme d'Assemblée Générale ou aux délibérations par voie de téléconférence téléphonique ou audiovisuelle. Ils doivent cependant, à leur demande, être entendus lors de toutes les délibérations requérant l'unanimité des associés telles que visées par l'article L.227-19 du Code de commerce.

Le Conseil social et économique représenté par un de ses membres mandaté à cet effet, peut en outre requérir l'inscription de projets de résolution à l'ordre du jour des Assemblées Générales.

La demande d'inscription des projets de résolutions, assortie d'un bref exposé des motifs et du texte des projets de résolutions, devra être adressée, au siège social, à l'attention du Président, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception et devra, pour être inscrit à l'ordre du jour de l'Assemblée, être reçue par le Président, trois (3) jours au moins avant la date de l'Assemblée prévue à l'article 19.8.1 ci-dessus et trois (3) jours au moins avant la date de la réunion prévue à l'article 19.8.3 des statuts.

En cas de demande d'inscription de projets de résolutions par le mandataire du Conseil social et économique, le Président adresse, dès réception de cette demande, par tous moyens, un ordre du jour complémentaire aux destinataires des convocations.

21.3 Décisions prises par consultation écrite

En cas de pluralité d'associés et en cas de délibération par consultation écrite, le Conseil social et économique sera informé de l'ordre du jour et de la date prévue d'envoi des documents de la consultation écrite, par tout moyen, à la diligence du Président dans un délai de huit (8) jours avant ladite date. En outre, le Conseil social et économique sera destinataire du texte des résolutions proposées et des documents transmis aux associés dans les mêmes conditions que ces derniers.

Le Conseil social et économique représenté par un de ses membres mandaté à cet effet pourra requérir l'inscription de projets de résolutions assortis d'un bref exposé des motifs et du texte des projets de résolutions dans les conditions prévues à l'article 21.2 ci-dessus. Ces projets de résolutions devront, pour être inscrits à l'ordre du jour de la consultation des associés, être reçus par le Président au moins trois (3) jours avant la date de ladite consultation écrite.

En cas de consultation écrite portant sur des questions requérant l'unanimité des associés telles que visées à l'article L. 227-19 du Code de commerce, le Conseil social et économique représenté comme il est dit ci-dessus pourra faire parvenir au Président dans les conditions prévues à l'article 21.2 ci-dessus, ses observations par écrit sur ladite question au plus tard trois (3) jours avant la date prévue pour l'envoi des documents de la consultation écrite, le Président devant joindre lesdites observations aux documents de la consultation écrite adressée aux associés.

21.4 Décisions de l'associé unique

Lorsque la Société ne comporte qu'un seul associé, le Conseil social et économique sera informé de tout projet de décision de l'associé unique. Il sera destinataire des documents mis à la disposition de l'associé unique, par tous moyens, sur l'initiative du Président.

Le Conseil social et économique, représenté par un de ses membres mandaté à cet effet, peut en outre requérir auprès du Président, l'inscription de projets de résolutions assortis d'un bref exposé des motifs à l'ordre du jour des décisions de l'associé unique. Les demandes d'inscription, accompagnées du texte des projets de résolutions, adressées par le Conseil social et économique devront parvenir au Président par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard huit (8) jours avant la date prévue pour la prise de décision par l'associé unique pour être inscrits à l'ordre du jour des décisions de l'associé unique.

Par ailleurs, le Conseil social et économique pourra dans les mêmes conditions de forme et de délai que ci-dessus, pour tout projet de décision requérant l'unanimité telle que visée à l'article L. 227-19 du Code de commerce, faire parvenir au Président ses observations par écrit au plus tard trois (3) jours avant la date de la décision de l'associé unique.

ARTICLE 22 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1^{er} janvier de chaque année pour se terminer le 31 décembre suivant.

ARTICLE 23 - COMPTES ANNUELS

- 23.1 Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément à la loi.
- 23.2 A la clôture de chaque exercice, le Président établit et arrête le bilan, le compte de résultat et l'annexe conformément à la loi.
- 23.3 L'associé unique ou en cas de pluralité d'associés, une décision collective des associés statue sur les comptes de l'exercice écoulé chaque année dans les six mois de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par une décision de justice.

ARTICLE 24 - AFFECTATION DES RESULTATS

- 24.1 Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice, fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.
- 24.2 Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent (5%) au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième (1/10^{ème}) du capital social ; il reprend son cours lorsque pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.
- 24.3 Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve, en application de la loi et des présents statuts, et augmenté de tout report bénéficiaire.
- 24.4 Ce bénéfice peut être mis en réserve ou distribué aux associés proportionnellement au nombre d'actions leur appartenant.
- 24.5 L'associé unique ou les associés peuvent décider la distribution des sommes prélevées sur les réserves dont il(s) a (ont) la disposition, étant précisé que les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice de l'exercice, dans les conditions édictées par la loi.
- 24.6 Sauf en cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés ou à l'associé unique lorsque les capitaux propres sont, ou deviendraient, à la suite de celle-ci, inférieurs au montant de capital effectivement souscrit à la date en question, augmenté des réserves que la loi ou les présents statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Les pertes, s'il en existe, sont après approbation des comptes, reportées à nouveau pour être imputées sur les bénéfices ultérieurs jusqu'à apurement.

ARTICLE 25 - MODALITÉS DE PAIEMENT DES DIVIDENDES

- 25.1 La collectivité des associés ou l'associé unique statuant sur les comptes de l'exercice a la faculté d'accorder à chaque associé pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende ou des acomptes sur dividende en numéraire ou en actions.
- 25.2 Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par une décision collective des associés.
- 25.3 La mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après clôture de l'exercice, sauf prorogation de ce délai par autorisation de justice.
- 25.4 Toutefois, le Président peut décider, s'il le juge opportun, le versement d'un acompte sur dividende dans les conditions prévues à l'article L 232-12 du Code de commerce.

ARTICLE 26 - DISSOLUTION ANTICIPÉE

- 26.1 La dissolution anticipée de la Société peut être décidée par décision collective des associés ou par l'associé unique, conformément aux dispositions des articles 18 et 19 ci-dessus.
- 26.2 Si la Société ne comprend qu'un seul associé personne morale, la dissolution pour quelque cause que ce soit entraîne la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique personne morale, sans qu'il y ait lieu à liquidation dans les conditions prévues par la loi.

ARTICLE 27 - LIQUIDATION

- 27.1 Hormis les cas de fusion, de scission ou de réunion de toutes les actions en une seule main, la dissolution de la Société entraîne sa liquidation.
- 27.2 En cas de pluralité d'associés, la décision collective des associés règle le mode de liquidation, nomme le liquidateur et fixe ses pouvoirs.

Les associés sont consultés en fin de liquidation pour statuer sur le compte définitif de liquidation, sur le quitus de la gestion du liquidateur et la décharge de son mandat et pour constater la clôture de la liquidation.

- 27.3 Après dissolution de la Société, les copies ou extraits sont signés par le liquidateur.

ARTICLE 28 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui peuvent s'élever pendant le cours de la vie de la Société ou de sa liquidation, soit entre les associés ou l'associé unique et la Société, entre les associés eux-mêmes, concernant l'interprétation ou l'exécution des présents statuts ou généralement la conduite de l'activité de la Société, sont soumises aux Tribunaux compétents.